



MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE ET  
DE LA JEUNESSE

MINISTÈRE  
DES SPORTS

# LA LETTRE DU COMITÉ D'HISTOIRE des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports

**Comité  
d'histoire**

ISSN 2606-0558  
N° 23 - Novembre 2018

Site internet : <http://www.sports.gouv.fr> - Le ministère / Organisation / Comité d'histoire

Directrice de la publication : Martine GUSTIN-FALL, inspectrice générale de la jeunesse et des sports, présidente du CHMJS



PARIS 2024



## Sommaire

**FOCUS – Mission des archives des ministères sociaux - p. 1**

**MANIFESTATION – Journée de l'étudiant du 15 octobre 2018 - p. 2**

**AGENDA – La politique du sport et de l'éducation physique en France sous l'occupation – Éducation populaire – FSCF - Raymond DEPARDON – Musée du sport – etc. - p. 3**

**À NOTER – Prix Françoise TÉTARD - L'éducation populaire – L'éducation et le sport, etc. - p. 6**

**PUBLICATIONS RÉCENTES - Le sport et la grande guerre – Reconstruction physique et sportive 1946-1985 - Jean BOUIN – etc. - p. 7**

**TRAVAUX EN COURS - recueil de témoignages de PTP - p. 9**

**TRAVAUX d'autres comités d'histoire - p. 10**



## FOCUS

### Trois questions à Madame Anne LAMBERT, cheffe du bureau des archives / Mission des Archives de France auprès des ministères sociaux

(membre de droit du CHMJS)



#### Quelles sont les archives dont vous avez la responsabilité ?

Le bureau des archives est chargé :

- d'élaborer et mettre en œuvre la politique d'archivage des ministères sociaux. À ce titre, il apporte son expertise à l'ensemble des services pour définir les règles de gestion et de conservation des documents et données qu'ils produisent. Dans le respect de la réglementation, il définit les durées de conservation ainsi que les sorts finaux, élabore les tableaux de gestion, des documents ou guides pratiques, conçoit et organise des actions de sensibilisation ou de formation ;
- de collecter, conserver et communiquer les documents et données produits par les services jusqu'à l'échéance de leur durée de conservation. La collecte peut intervenir à différents moments. Pour certaines catégories, comme les dossiers d'agents ou de subvention, le bureau des archives peut être amené à conserver les dossiers pour le compte des services. Pour d'autres, comme les cabinets, la collecte intervient à des échéances particulières et les dossiers peuvent être traités immédiatement après leur collecte. À ce titre, nous répondons aussi bien aux demandes de communication des services qu'à celles des chercheurs intéressés par des dossiers qui n'ont pas encore été versés aux Archives nationales.
- de classer les archives historiques en vue de leur transfert aux Archives nationales. Chaque année, le bureau des archives définit un planning des priorités de traitements à réaliser. Il s'efforce d'être représentatif de la diversité des fonds. Parmi les versements préparés en 2018, on peut ainsi citer, par exemple, les dossiers relatifs à l'opération 1000 piscines, qui a été une action forte de l'État pour faciliter l'apprentissage de la natation chez les enfants. Nous avons aussi versé un ensemble de dossiers statistiques couvrant à la fois des thématiques sports et jeunesse. Cet ensemble illustre l'attention que le ministère portait à la collecte de données sur différentes thématiques, telles que la fréquentation des centres de vacances et de loisirs entre 1979 et 1988 ;

- de participer à la valorisation de ces archives et à leur connaissance.

En tant que mission des Archives de France, nous assurons également le contrôle scientifique et technique sur la gestion des documents et des données, à la fois auprès des services de l'administration centrale et des opérateurs placés sous leur tutelle. L'aspect le plus connu de ce contrôle est la validation des demandes de destruction ou de purge, mais son exercice est beaucoup plus large. Nous complétons souvent ce contrôle par des actions de conseil et un accompagnement à la mise en œuvre des opérations d'archivage.

## Pouvez-vous nous préciser l'importance de la contribution de votre service à la mise en place de ces archives ? Quelques chiffres clés ?

Au titre de l'année 2017, le bureau des archives a collecté 794,1 mètres linéaires (ml) d'archives. Cette année est un peu particulière en raison des échéances électorales qui l'ont scandée. À ce titre, les versements des cabinets ministériels, ceux de Patrick KANNER, d'Hélène GEOFFROY et de Thierry BRAILLARD représentaient à eux seuls 62,6 ml des 72,6 ml collectés pour le secteur jeunesse et sports. L'année 2017 a aussi confirmé l'importance croissante de l'électronique puisque ces versements papier ont été complétés par des versements de messageries et de documents bureautiques (406,15 Go pour les trois cabinets).

## Quel est l'intérêt de ces archives pour l'histoire des ministères sociaux ?

Il est difficile de répondre de façon synthétique à cette question. Les archives collectées pour le secteur jeunesse et sports sont très diverses et permettent une vision très éclectique du champ considéré.

Elles sont le reflet de politiques publiques qui ont à la fois une vocation territoriale (aménagement d'équipements sportifs) et sectorielle. On y trouve aussi bien des réflexions sur les modes d'intervention publique et le processus de décision ou d'arbitrage (archives des cabinets, dossiers relatifs à des groupes de travail) que sur les actions mises en œuvre ou leur évaluation (rapports de l'inspection générale).

Cette diversité s'explique par la grande richesse des modes d'intervention ministérielle. L'encadrement de la pratique passe par les textes réglementaires (dossiers sur la réglementation des diplômes). Les dossiers relatifs au financement et aux conventions d'objectif des associations renseignent sur les relations entre l'État et ces acteurs. L'action en faveur de la jeunesse a aussi pris la forme d'expérimentations dont les archives illustrent les conditions d'élaboration et de mise en œuvre mais également l'évaluation postérieure, par exemple à l'occasion des contrats bleus (mission des rythmes scolaires) ou pour l'éducation scientifique (programme 1000 défis pour ma planète). On trouve aussi naturellement des dossiers sur la participation du ministère à l'organisation de grands événements sportifs (coupe du Monde, Jeux olympiques).

Les dossiers consacrés à l'organisation et au fonctionnement des services peuvent aussi fournir des informations intéressantes sur l'évolution des politiques publiques. L'organisation des concours ou la réforme des statuts reflètent ainsi les évolutions des métiers et des expertises.



### Manifestations récentes

#### Journée de l'étudiant aux Archives nationales

(cf. la Lettre n° spécial 21 du CHMJS, qui en avait fait une présentation détaillée - Télécharger la [lettre N° 21, n° spécial](#)).

Dans le site, prestigieux des Archives nationales de Pierrefitte-sur Seine, inauguré en 2013, la journée de l'étudiant organisée le 15 octobre a permis au CHMJS de faire découvrir des sujets de recherche. Des membres du collège scientifique du Comité, ou chercheurs et universitaires associés, y ont présenté des ateliers portant sur quatre thématiques de ce champ disciplinaire. Ils ont également abordé les ressources archivistiques et des méthodes d'approche.



Les thèmes traités ont été les suivants :

**Travailler sur des dossiers de carrière d'inspecteurs/trices de la jeunesse et des sports et mener une approche prosopographique**, par Carine ÉRARD, maîtresse de conférences à l'université de Bourgogne, Institut de recherches sur l'éducation) et Clémence LEBOSSÉ, professeure agrégée, université d'Orléans, POUvoirs, Lettres, Normes (POLEN).



**Les colonies de vacances de la IVe République, fonds Étienne BÉCART**, par Julien FUCHS, maître de conférences à l'université de Brest.

**Les écoles de formation des artistes de cirque (Fratellini et Monfort) en lien avec la politique culturelle**, par Tony FROISSART, professeur des universités à l'université de Reims.

**Jeunesse et Sports, l'invention d'un ministère**, par Marianne LASSUS, agrégée et docteure en histoire, vice-présidente du CHMJS.

Les supports de ces interventions (documents réalisés sous *power point*) seront prochainement accessibles dans le site du Comité :

<http://www.sports.gouv.fr/organisation/missions-organisation/reperes-histoire/>

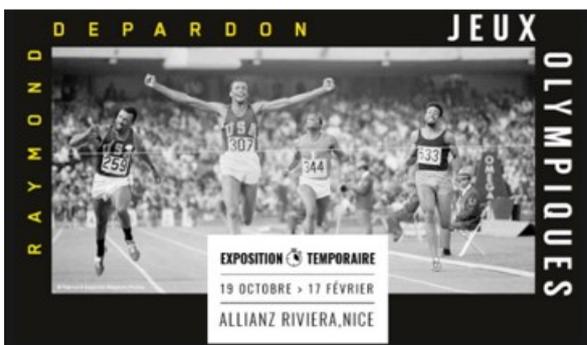


Cette journée du 15 octobre a également été introduite par une présentation particulièrement intéressante des services et de l'organisation des Archives nationales par sa directrice, Mme Françoise-BANAT-BERGER. Le CHMJS la remercie vivement d'avoir permis l'organisation de ces ateliers « Jeunesse et Sports ».



## Agenda

**Du vendredi 19 octobre 2018 au dimanche 17 février 2019, à Nice**



[En savoir plus](#)

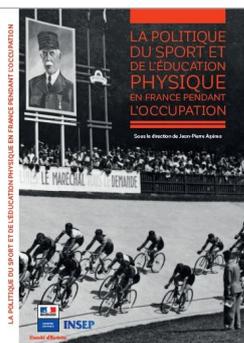
Du 19 octobre 2018 au 17 février 2019, le Musée national du sport expose l'un des plus grands photographes français, Raymond DE-PARDON.

Composée de plus de 130 photographies en noir et blanc, réalisées entre les Jeux Olympiques de Tokyo en 1964 et ceux de Moscou en 1980, l'exposition « Jeux Olympiques » de Raymond DE-PARDON retracent l'itinéraire hors du commun d'un photographe surdoué pour qui « le sport est peut-être la spécialité qui apprend le mieux à bien voir ».

**Le mercredi 7 novembre 2018, à Paris**

**Comité  
d'histoire**

**SciencesPo**  
CENTRE D'HISTOIRE



L'ouvrage *La politique du sport et de l'éducation physique en France sous l'occupation* fera l'objet d'une nouvelle présentation, le mercredi 7 novembre, de 14h à 18h, à Sciences-Po, 56 rue Jacob – 75006 PARIS, dans le cadre du séminaire « Sport, cultures et sociétés » animé par Paul DIETSCHY, du Centre d'histoire de Sciences-Po. Le programme détaillé figure ci-après.

### Nota

Les manifestations, appels à communications ou parutions d'ouvrages que mentionne le CHMJS dans sa Lettre périodique n'engagent aucunement sa responsabilité, sauf pour ce dont il est à l'origine.

En mars 2002, une commission de douze historiens dirigée par Jean-Pierre Azéma remettait à la ministre Marie-George Buffet un rapport sur la politique du sport et de l'éducation physique pendant l'Occupation, qui vient d'être publié en juin 2018 par les éditions de l'INSEP. La première séance du séminaire 2018-2019 a pour objectifs d'exposer les principaux résultats de ce rapport au regard des progrès de l'historiographie. La séance consistera en plusieurs présentations illustrées par des films et des images extraits des fonds de l'iconothèque de l'INSEP.

Inscription préalable OBLIGATOIRE par courriel à : [inscription.chsp@gmail.com](mailto:inscription.chsp@gmail.com)

#### Programme :

14h00 – 14h30 - Ouverture du séminaire par PAUL DIETSCHY, Sciences Po, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Franche-Comté et chercheur associé au Centre d'histoire de Sciences Po et Marianne LASSUS, agrégée et docteure en histoire, vice-présidente du comité d'histoire des ministères chargés de la jeunesse et des sports : « **Du devoir de mémoire au travail des historiens, une histoire de la commission Buffet-Azéma** ».

14h30 - 15h00 - Le « **Commissariat Borotra : la technocratie au service de la Révolution Nationale** », par Jean-Paul CALLÈDE, sociologue au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.

15h00 - 15h30 – Le « **Commissariat Pascot : radicalisation et incompréhension** », par Éric ALARY, professeur de chaire supérieure en CPGE littéraires (Tours) ; docteur en histoire de Sciences Po.

15h30 - 16h00 - « **Faire du sport sous le régime de Vichy** », par Bernard PRÉTET, docteur en Sciences et techniques des activités physiques et sportives.

16h00 - 16h30 - « **Le sport sous l'Occupation : résistance et surveillance** », par Nicolas KSSIS, historien et journaliste.

16h30 – 17h00 - « La photographie et le sport. De l'information à la propagande », par Françoise DE-NOYELLE, professeure émérite des universités, historienne de la photographie.

**{ BnF** | Bibliothèque  
nationale de France

**Le mardi 13 novembre 2018, à Paris**

De 9h15 à 17h30, Petit auditorium Quai François-Mauriac, Paris 13<sup>e</sup> - Entrée libre

À la suite des ateliers ouverts « *Du passé au présent de l'éducation populaire : 3 associations témoignent* » de janvier, février et mars 2018, puis des ateliers thématiques d'avril, mai et juin 2018, à la Bibliothèque nationale de France (BnF) François Mitterrand - dont la lettre du CHMJS a rendu compte en temps utiles - un **colloque** est organisé **sur le thème de l'éducation populaire**.

### **Émanciper le peuple par le savoir ?**

Rappelons que la BnF s'engage dans l'élaboration d'un guide des sources de l'éducation populaire, qui a fait l'objet d'un appel à chercheur d'une grande qualité (cf. notice 33 <https://aacbnf2018.sciencescall.org/resource/page/id/7>) dont la lecture elle-même révèle à la fois l'intérêt et la complexité de la question.

**Retrouver le programme détaillé et les informations sur [bnf.fr](http://bnf.fr)**

## **JEUX OLYMPIQUES - En route vers 2024**

### **Exposition itinérante du Musée national du sport (MNS)**

La nouvelle exposition itinérante du MNS présente les multiples facettes du fait olympique à travers les origines, les personnalités, les trophées et les représentations artistiques ayant contribué à écrire l'histoire de l'olympisme.

<http://www.museedusport.fr/fr/activites/jeux-olympiques-en-route-vers-2024>



## Les jeudi 29 et vendredi 30 novembre 2018, à Rennes (35)

À l'occasion du 120ème anniversaire de sa création, la Fédération sportive et culturelle de France (FSCF), en partenariat avec les universités de Bordeaux, Lille, Toulouse III et Rennes II, organise un colloque intitulé « **Des acteurs au cœur des enjeux associatifs : l'exemple de la Fédération sportive et culturelle de France** ».



Ce colloque se déroulera **les 29 et 30 novembre 2018** à Rennes, au couvent des Jacobins, **6 rue d'Échange, place Sainte-Anne, 35000 Rennes**

En s'appuyant sur l'exemple de la FSCF, le colloque interrogera la période la plus récente pour comprendre les dynamiques en présence, les enjeux et les stratégies des acteurs dans le champ associatif du sport, de l'éducation populaire et de la culture.

Il ambitionne de répondre à la question : une fédération affinitaire et multiactivité dans le paysage associatif aujourd'hui : quel sens ? Quel avenir ?

Le colloque s'adresse aux étudiants qui travaillent sur cet objet de recherche, aux élèves des métiers du sport, aux membres des laboratoires de sciences humaines, aux représentants des pouvoirs publics, des mouvements associatifs sportifs, d'éducation populaire et culturels et aux dirigeants nationaux, régionaux et locaux FSCF.

Le programme se déroulera en deux jours - quatre demi-journées sur des thèmes différents portés par les 4 laboratoires de recherche - du jeudi matin au vendredi après-midi. Chaque demi-journée s'articulera autour de trois temps d'intervention : un travail de terrain par un étudiant chercheur, un essai de synthèse sur la problématique générale par un conférencier, une table ronde avec la participation de scientifiques, de représentants des pouvoirs publics et du mouvement associatif.

Le programme et l'inscription sont en ligne en suivant ce lien :

<https://www.fscf.asso.fr/colloque-scientifique>

## Le vendredi 30 novembre 2018, à Nanterre (92)



Francis LEBON, membre du collège scientifique du CHMJS, soutiendra publiquement son habilitation à diriger des recherches en sciences de l'éducation, le vendredi **30 novembre** 2018 à 15h00, à l'université Paris-Nanterre, dans la salle Paul Ricoeur (B016) du bâtiment B - Pierre Grappin.

Ce travail a pour titre : **L'animation et l'éducation populaire en France : action publique, professions et division du travail.**

La soutenance réunira le jury suivant : M. Alain VULBEAU, professeur en sciences de l'éducation (Garant), M. Stéphane BONNÉRY, professeur en sciences de l'éducation, Mme Valérie BOUSSARD, professeure de sociologie, Mme Pascale GARNIER, professeure en sciences de l'éducation, M. Bertrand GEAY, professeur de science politique, Mme Rebecca ROGERS, professeure en sciences de l'éducation.

Ce travail prête une attention à la « petite monnaie » du capital culturel et aux « espaces intermédiaires » de l'animation et de l'éducation populaire. Quelles sont les ressources biographiques ou collectives que les acteurs mobilisent dans leurs pratiques ? Quels sont les « petits métiers » de l'éducation qui produisent et valorisent cette « petite monnaie » du capital ? L'animation et l'éducation populaire correspondent, en France, à un espace de socialisation et de politisation aux marges de l'école, de la famille et du champ politique. Cet espace repose sur une diversité d'actions publiques mises en œuvre par l'État, les collectivités territoriales et le monde associatif, en particulier en direction des jeunes. Les animateurs sont les principaux professionnels qui travaillent dans ce domaine socioculturel. Mais ils exercent aussi dans le médico-social, l'insertion et le tourisme, dans des configurations de travail variées généralement traversées par des questions d'engagement social et éducatif. Une partie des animateurs travaillent à l'école primaire, en proximité des enseignants. La réforme des rythmes scolaires, mise en place depuis 2013, permet d'interroger la division du travail éducatif à l'école primaire. Elle témoigne d'une recomposition des formes d'encadrement et de socialisation des enfants en mobilisant des animateurs et différentes catégories d'intervenants. Elle contribue à la mise en place de nouvelles formes d'organisation des activités scolaires et éducatives qui amènent à promouvoir des pratiques alternatives au modèle scolaire ordinaire.

## Le mercredi 12 décembre 2018, à Paris (75)

Conférence au Conseil d'État, « **L'éducation et le sport** ».

Pour la neuvième édition de son cycle de conférences, le Conseil d'État a une nouvelle fois choisi de retenir le même thème que celui de son étude annuelle, qui sera consacrée en 2019 au sport.

La finalité de ce cycle est donc de faire intervenir, sous la forme d'un débat public, des personnalités qualifiées, dont les échanges pourront enrichir les travaux du Conseil d'État en embrassant un champ plus large que celui de l'étude, par exemple dans les domaines de l'économie, du droit ou de la sociologie.

L'objectif est aussi de dépasser le seul cercle des experts auditionnés par la section du rapport et des études en donnant l'opportunité au public assistant aux conférences de participer à cette réflexion.

En 2018-2019, le cycle traitera les six thèmes suivants :

17 octobre 2018	: conférence inaugurale, sport et société
12 décembre 2018	: <i>L'éducation et le sport</i>
6 février 2019	: <i>L'économie du sport</i>
3 avril 2019	: <i>L'État, les collectivités territoriales et le sport</i>
15 mai 2018	: <i>Le sport et la santé</i>
12 juin 2019	: <i>Quelles régulations pour le sport aujourd'hui ?</i>

La conférence du 17 octobre « Sport et société » a réuni Mme BACHELOT, ancienne ministre, M. VIGARELLO et M. KARAQUILLO.

<http://www.conseil-etat.fr/Actualites/Colloques-Seminaires-Conferences/La-place-du-sport-dans-la-societe?>



### À NOTER

#### Prix Françoise TÉTARD - Édition 2019



#### Lancement de la 4<sup>ème</sup> édition des Prix Françoise TÉTARD

Financé par le Fonds de dotation Françoise TÉTARD, ces prix récompensent deux lauréats (tes) à hauteur de 1000€ chacun et prend éventuellement en charge la réalisation de l'édition des travaux primés afin de les publier en ligne dans le site dédié qui sera ouvert en décembre 2018.

Les travaux porteront sur l'un des deux champs suivants :

- L'histoire de la jeunesse et de l'éducation populaire en France, mais aussi en Europe et dans le monde ;
- L'histoire de l'enfance/l'adolescence « irrégulière », inadaptée, marginale ou marginalisée, maltraitée, abandonnée, en danger ou dangereuse, tant du côté des « publics » concernés (les jeunes), que des acteurs (adultes), ou des politiques ou des institutions socioéducatives et médicosociales en charge de ces « publics », en France ou à l'international.

Date limite de dépôt des dossiers : 15 janvier 2019  
Remise des prix : 23 mai 2019

Pour toutes précisions : [prixfrancoisetetard@orange.fr](mailto:prixfrancoisetetard@orange.fr)

#### L'éducation populaire, une exigence du XXI<sup>ème</sup> siècle

Lors de la réunion de son bureau le 11 septembre dernier, le Conseil économique social et environnemental (CESE) s'est saisi du thème de

« **L'éducation populaire, une exigence du XXI<sup>ème</sup> siècle** »

[https://www.lecese.fr/sites/default/files/recup\\_synchro/saisine/NS183730.pdf](https://www.lecese.fr/sites/default/files/recup_synchro/saisine/NS183730.pdf)

Sa section de l'éducation, de la culture et de la communication est chargée du rapport, prévu pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019.

<https://www.lecese.fr/decouvrir-cese/sections/section-de-leducation-de-la-culture-et-de-la-communication>



Les rapporteurs sont désignés : Christian CHEVALIER (groupe UNSA), Jean Karl DESCHAMPS (groupe des associations). Les auditions ont commencé, avec Éric FAVEY, président de la Ligue de l'enseignement, et François MANDIL, président du CNAJEP. Interventions consultables sur :

<https://www.youtube.com/watch?v=FAiSg8ETlyg> ; <https://www.youtube.com/watch?v=JsvKtw-MfRs>

Les auditions prochaines seront celles de Jean-Claude RICHEZ, Lucille BERTAUD (MRJC), et Christophe PARIS (AFEV).

« **Les rencontres sportives. Une histoire sociale et culturelle du sport à Reims, pôle de l'espace sportif national et européen (1918-1939)** »

est le titre de la thèse soutenue par M. Sébastien MOREAU le 18 septembre 2018, à la Sorbonne.

Le jury était composé de M. Stéphane BEAUD, professeur à l'université de Poitiers (président du jury), M. Christophe CHARLE, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (directeur), M. Patrick CLASTRES, professeur à l'université de Lausanne, Mme Marion FONTAINE, maître de conférences à l'université d'Avignon, M. Manuel SCHOTTÉ, professeur à l'université Lille 2, M. Denis SCUTO, professeur à l'Université de Luxembourg

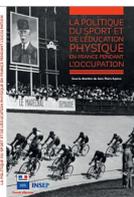
**Guy DRUT**, ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, a été nommé début septembre envoyé spécial du CIO à l'UNESCO. C'est l'occasion de rappeler que l'UNESCO s'est de longue date soucieuse de la valeur éducative et culturelle du sport.

### ARCHIVES à exploiter

Les archives du sous-directeur des sports, puis inspecteur général, René BAZENNERYE, déposées au musée national du sport à Nice, témoignent de cette période de prise en compte du sport des années 1960. Elles attendent patiemment le regard curieux d'un chercheur...



### Publications récentes



La revue SPORT ET PLEIN AIR de la fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) a rendu compte dans son n° 624 de novembre 2018 de la dernière publication du CHMJS :

### LA POLITIQUE DU SPORT ET DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE EN FRANCE PENDANT L'OCCUPATION

#### Le sport et la grande guerre – de Paul DIETSCHY

Paul DIETSCHY, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Franche-Comté et chercheur associé au Centre d'histoire de Sciences Po publie cet ouvrage, à la veille de l'anniversaire de la fin de la Grande Guerre. Le livre a été présenté lors d'un colloque à la Saline royale d'Arc-et-Senans le 6 octobre dernier.

<https://www.editions-chistera.com/le-sport-et-la-grande-guerre>



#### Le livre qui rétablit la vérité historique sur le sport durant la Grande Guerre à l'heure du centenaire de 14-18

Les guerres ne sont pas des parenthèses dans l'histoire du sport français. C'est ce que démontre ce livre en retraçant le parcours singulier et complexe du sport et des sportifs français dans la Grande Guerre à partir de recherches menées pendant plus de dix ans.

Il revient sur l'essor et la vigueur de la pratique et de la culture sportives à la Belle Époque et montre que le conflit a porté un coup d'arrêt au mouvement sportif. Il envisage le sport de guerre pratiqué jusqu'à proximité des premières lignes par des soldats, avant que la hiérarchie militaire ne tente de l'utiliser après les mutineries du printemps 1917. Il analyse le sport de l'arrière marqué par le bourrage de crâne, la rivalité entre organisations sportives et une relative reprise dès 1916.

Il dresse enfin le bilan contrasté du sport d'après-guerre marqué par la mort de masse de la jeunesse et la destruction d'infrastructures.

*Le Sport et la Grande Guerre* 482 pages 21,90 euros

La revue SPORT ET PLEIN AIR de la FSGT a également rendu compte de cet ouvrage dans son n° 624 de novembre 2018.

Ce livre a reçu, le 26 octobre 2018 le

**Prix du document décerné par l'Association des écrivains sportifs.**

## Jean BOUIN – par Bernard MACCARIO

Bernard MACCARIO retrace quant à lui la vie du grand champion Jean BOUIN, mort au front en septembre 1914.

Docteur en sciences de l'éducation, Bernard MACCARIO est actuellement président du conseil d'administration du Creps Provence-Alpes-Côte d'Azur, et membre du comité d'orientation du Musée national du sport.

**La biographie définitive  
de l'un des plus grands athlètes français de tous les temps, héros de la  
guerre 14-18**



Nombre de stades et d'enceintes sportives portent le nom de Jean Bouin, en hommage à l'un des plus grands athlètes du siècle dernier, mais aussi l'une des premières victimes de la Grande Guerre.

Si ses titres et records l'ont fait entrer dans la légende de la course à pied, si son destin tragique l'a hissé au rang de héros de la nation, Jean Bouin fut aussi un précurseur dans son approche de l'entraînement et dans la médiatisation de son sport.

En avance sur son temps dans bien des domaines, il incarne les valeurs d'une culture athlétique en construction, en même temps qu'il ouvre la voie à ses évolutions futures. En prenant appui sur la presse de l'époque et sur de nombreux documents, ce livre s'attache à retracer son parcours, emblématique d'une période qui voit le sport français devenir populaire et s'affirmer sur la scène internationale.

*Jean Bouin* - 242 pages 17,90 euros <https://www.editions-chistera.com/jean-bouin>

## Reconstructions physique et sportive en France sous la IV<sup>e</sup> République (1946-1958). Entre intentions et réalisations

*Actes des journées d'étude organisées à l'université de Caen Normandie (16-17 mars 2016) publiés sous la direction de Frédéric Duthéil, Johann Fortune et Jean-Marc Lemonnier. - Collection Symposia. Cette manifestation avait été annoncée dans la lettre n° 4 du CHMJS de février 2016.*

Dans le domaine du sport comme dans celui de l'éducation physique, la IV<sup>e</sup> République est souvent perçue comme un temps mort, sorte de parenthèse durant laquelle impuissance et immobilisme sont la règle à l'œuvre. L'historiographie qui lui est consacrée montre que les pouvoirs publics, à la fois en rupture ou héritiers des décennies précédentes, n'ont pas les moyens de concrétiser leurs ambitions et, malgré quelques avancées, les objectifs annoncés en restent bien souvent à l'état d'intention. Cette vision de l'histoire est-elle discutable ? Peut-on et doit-on continuer à penser que, sur le plan du sport comme sur celui de l'éducation physique, les années 1946-1958 ne témoignent que de progrès mineurs ? En faisant le choix d'orienter l'analyse selon l'angle de la reconstruction, cet ouvrage ambitionne de s'attaquer à cette représentation quelque peu restrictive de la période. Si la reconstruction est l'action de rebâtir quelque chose ou une nouvelle façon de se la représenter, les contributions tentent alors de situer les degrés du changement qui s'opère et montrent dans quelle mesure cette période construit en partie les fondations de l'éducation physique scolaire et du sport sur lesquelles s'appuient l'élan et l'euphorie des années 1960.

Fruit des journées d'étude qui se sont déroulées à la maison de la recherche en sciences humaines de Caen, les 16 et 17 mars 2016, cet ouvrage propose un éclairage neuf sur les idées développées et les réformes engagées en matière d'éducation physique scolaire, de sport et de loisirs. Dans le contexte délicat de reconstruction matérielle et financière au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la IV<sup>e</sup> République érige les fondations des politiques sportives et de jeunesse à venir.



2018, 14 x 22 - 250 p. / ISBN : 978-2-84133-883-2 / 15 €



## **Recueil de témoignages auprès des personnels techniques et pédagogiques de jeunesse et d'éducation populaire**

Quatre ans plus tard...

(note d'étape sur la collecte de témoignages)

Le recueil de témoignages auprès des personnels techniques et pédagogiques de jeunesse et d'éducation populaire (PTP/JEP : instructeurs, CTP puis CEPJ depuis leur titularisation en 1985/86) a été envisagé à l'automne 2013. Quelques premiers entretiens ont été menés en 2014 alors que s'établissaient des listes de noms dans une difficile recherche des coordonnées de personnels partis à la retraite, parfois depuis plusieurs années, parfois décédés.

La liste qui a pu être établie compte plus de 300 noms avec sans doute des coordonnées erronées ou incomplètes. À la suite de la remise par un des CTP rencontrés de l'annuaire établi par l'administration en 1977 (le seul), un autre d'entre eux a recherché les arrêtés d'intégration des années 1985/1986, et établi un tableau de près de 1000 noms qui se complète au hasard des recherches et contacts divers. Son seul et plus grand mérite est de constituer une mémoire que le ministère a sans doute négligée.

Aujourd'hui, 145 entretiens (dont certains attendent des compléments) sont finalisés et seront bientôt disponibles suivant des modalités à déterminer : 88 sont indexés, dont quelques-uns en cours de relecture, et 30 autres viennent d'être mis en chantier. Ces indexages sont un outil de recherche utile pour des repérages d'actions, de thèmes, d'évolutions...

Parmi ces entretiens il faut noter la présence de quelques « cas particuliers » : par exemple, Jacques Lastenet et Catherine Lapoix qui furent CTP avant de devenir inspecteur de la jeunesse et des sports, Raymond Labourie, créateur des « Cahiers de l'animation », des comédiens/metteurs en scène comme Marcel Bozonnet et Robin Renucci qui se reconnaissent dans la philosophie et la pratique des actions d'éducation populaire. De même des personnes ayant exercé « à Marly » ont été sollicitées (ou le seront) afin de dresser un « portrait » de ce lieu singulier et disparu.

Début juillet 2018, 62 enregistrements et leurs indexages ont été déposés auprès de Anne Lambert, cheffe du bureau des archives (Mission des Archives de France auprès des ministères sociaux) : une « mise à l'abri » de documents numériques pour lesquels les sauvegardes sont nécessaires.

La mise à disposition de cette ressource favorisera peut-être une mise en lumière de l'action de ces fonctionnaires originaux que furent les instructeurs et CTP. Le transfert de leurs dossiers de carrière aux aujourd'hui inaccessibles, qui sera aux Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine programmé, à l'horizon 2021 permettra une confrontation entre témoignage et parcours professionnel et permettra la réalisation des curriculum vitae des intéressés Certains heureusement sont présents dans les fiches biographiques du Maitron ou dans l'ouvrage Dictionnaire biographique des militants, XIXe-XXe siècles : de l'éducation populaire à l'action culturelle (dir. Geneviève Poujol et Madeleine Romer), Paris ; Montréal : l'Harmattan, 1996

Aujourd'hui il serait profitable de faire une pause sur les interviews bien qu'il restât des personnalités aux parcours significatifs qu'il serait regrettable de ne pas rencontrer. Il est en effet temps d'exploiter avec soin, aujourd'hui, la ressource que constituent les entretiens déjà rassemblés. Le projet de séminaire prévu entre 2020 et 2021, qui se propose de mettre en lumière le projet politique et éducatif qui a présidé à la mise en place, dès fin 1944, du corps des instructeurs, suivi de celui des CTP devrait mettre à jour un volet de l'histoire de ces corps. Ce projet a évolué au fil des décennies et connu des évolutions qu'il convient désormais de structurer pour construire un corpus cohérent.

Sous la coordination de Laurent Besse, historien, membre du collège scientifique du CHMJS, un comité de pilotage, tenu le 15 octobre, a permis d'esquisser les contours possibles de ce séminaire s'agissant des disciplines culturelles que les instructeurs ou conseillers techniques et pédagogiques ont développées au fil des ans, il conviendra de trouver un équilibre entre le théâtre qui a dominé largement la 1ère période, la musique (avec une place notable des chefs de chœur), les arts et traditions populaires, le cinéma et l'audio-visuel qui ont su faire émerger des pratiques innovantes...

Enfin ce séminaire consacrerait un temps aux instructeurs recrutés en Algérie par la direction de l'éducation populaire, sous la houlette de Christiane Faure notamment. Je suis parvenue à en identifier une petite vingtaine, recrutés et ayant exercé entre 1944 et 1962. Sur les trois survivants, deux ont été interviewés. Si ceux qui liront ces lignes ont des informations, qu'ils le fassent savoir !

Les lecteurs de ces lignes sont incités à communiquer les documents dont ils pourraient disposer sur ce sujet auprès du CHMJS.

**Denise BARRIOLADE**

Pour tout contact:

[comitehistoireMJS@jeunesse-sports.gouv.fr](mailto:comitehistoireMJS@jeunesse-sports.gouv.fr) et/ou [dbarriolade@noos.fr](mailto:dbarriolade@noos.fr)



## Travaux d'autres comités d'histoire

### Le vendredi 9 novembre 2018, à Paris

L'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE) et le Comité pour l'histoire économique et financière de la France (CHEFF) organisent le vendredi 9 novembre 2018, de 9h à 17h30, aux ministères économiques et financiers, centre de conférences Pierre Mendès-France, 139, rue de Bercy – 75012 PARIS, une journée d'étude sur le thème :



### La grande guerre à l'échelle du siècle

► [S'inscrire en ligne](#)

### Les jeudi 22 et vendredi 23 novembre 2018, à Paris (75)



Le Comité d'histoire et association pour l'histoire de la sécurité sociale et le Comité d'histoire des administrations chargées de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle organisent un colloque scientifique sur le thème :

### Fondements, formes et usages du paritarisme en France (XIX<sup>e</sup> - XXI<sup>e</sup> siècles)

Il se tiendra, les 22 et 23 novembre 2018, au ministère des Solidarités et de la Santé, salle LAROQUE, 14 av. DUQUESNE, à PARIS, 75007. Pour plus d'information et inscription :

[CLIQUEZ-ICI](#)

Contacts : Comité d'histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports

95, av. de France - 75013 - PARIS - [comitehistoireMJS@jeunesse-sports.gouv.fr](mailto:comitehistoireMJS@jeunesse-sports.gouv.fr)

Si vous souhaitez ne plus recevoir cette lettre, envoyez un message à l'adresse courriel du Comité.

Si vous souhaitez faire abonner un ami, transmettez à cette adresse courriel ses coordonnées (avec son accord préalable)

Ont contribué à la rédaction de ce numéro : Denise BARRIOLADE, François BODDAERT, Michel CHAUVEAU, Pierre FRANÇOIS, Martine GUSTIN-FALL, Marianne LASSUS.